

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29456]

**4 JUILLET 2013. — Décret modifiant le décret du 14 novembre 2008  
instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française est remplacé par l'intitulé suivant : « Définitions ».

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

— au 4<sup>o</sup>, les mots « l'article 10<sup>quater</sup> du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, inséré par le décret du 19 mai 2004 » sont remplacés par ce qui suit : « l'article 37 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse »

— au 5<sup>o</sup>, les mots « , modifié par le décret du 3 mars 2004 » sont supprimés;

— le 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 6<sup>o</sup> « O.J. » : organisation de jeunesse au sens du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse »;

— le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 7<sup>o</sup> « service d'aide en milieu ouvert » : les services agréés sur base de l'arrêté du 15 mars 1999 du Gouvernement de la Communauté française relatifs aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subvention pour les services d'aide en milieu ouvert »;

— le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 8<sup>o</sup> « groupe local de mouvement de jeunesse » : groupe visé par l'article 2, 14<sup>o</sup>, du décret précité du 26 mars 2009 »;

— le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 9<sup>o</sup> « groupe local de mouvement thématique » : groupe visé par l'article 2, 13<sup>o</sup>, du décret précité du 26 mars 2009 et, notamment, organisé au niveau d'un quartier ou d'une commune »;

— le 10<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 10<sup>o</sup> « Maison de jeunes » : association agréée par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000, et répondant aux conditions particulières visées par l'article 3 dudit décret »;

— le 11<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 11<sup>o</sup> « centres de jeunes » : les associations agréées par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000 »;

— le 12<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 12<sup>o</sup> « conseil local de jeunesse » : assemblée de jeunes reconnue au niveau local par les autorités communales ayant pour mission de remettre des avis sur les politiques de jeunesse au niveau local, de faire des propositions et de mettre en œuvre des actions jeunesse au niveau local »;

— il est inséré un 13<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 13<sup>o</sup> « forum » : activité décentralisée visant la participation des jeunes à proximité de leurs milieux de vie à l'élaboration d'une parole collective sur un sujet qui les concerne »;

— il est inséré un 14<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 14<sup>o</sup> « groupe de travail » : groupe de réflexion thématique, ayant pour finalité de permettre à des jeunes d'aborder et d'alimenter le Conseil de la Jeunesse avec des idées, rapports ou documents sur des matières concernant la jeunesse »;

— il est inséré un 15<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 15<sup>o</sup> « commission » : groupe de réflexion créé sur base du plan d'action ou du présent décret, ayant pour finalité de permettre à des jeunes d'aborder et d'alimenter le Conseil de la Jeunesse avec des idées, rapports ou documents sur des matières concernant la jeunesse »;

— il est inséré un 16<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 16<sup>o</sup> « plan d'action » : plan adopté par l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse visant à définir les axes de fond qui guideront le travail du Conseil de la Jeunesse »;

— il est inséré un 17<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 17<sup>o</sup> « équipe pédagogique » : l'ensemble des personnes qui sont sous contrat de travail ou en détachement pédagogique au sein de l'ASBL Conseil de la Jeunesse et qui ont pour mission d'accompagner et de soutenir le travail des instances dudit Conseil ainsi que de contribuer à la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation du plan d'action dudit Conseil »;

— il est inséré un 18<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 18<sup>o</sup> « les services du Gouvernement » sont le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère et le Service général de l'Inspection de la Culture de la Communauté française ».

**Art. 3.** Entre l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2 du même décret, il est inséré un chapitre I/1 intitulé « Missions du Conseil de la Jeunesse ».

**Art. 4.** L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Il est créé un Conseil de la Jeunesse, constitué sous forme d'association sans but lucratif, créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ci-après « la loi du 27 juin 1921 », dont les statuts respectent les dispositions visées aux articles 3 à 3/6 du présent décret.

L'association visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> devra remplir les missions suivantes :

— émettre des avis, conformément aux articles 4 à 7 du présent décret dans les matières qui concernent la jeunesse;

— mener et promouvoir des initiatives de participation citoyenne des jeunes en vue de contribuer à l'élaboration d'une parole collective représentative de la diversité pour l'ensemble des jeunes de la Communauté française;

— représenter les jeunes de la Communauté française lors de réunions au niveau national et international, à l'exception des matières sectorielles exclusivement dévolues à la CCOJ et à la CCMCJ. ».

**Art. 5.** Dans le chapitre I/1 du même décret, inséré par l'article 3 du présent décret, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. En vue de remplir ses missions définies à l'article 2, 1° et 2°, du présent décret, le Conseil de la Jeunesse adopte, lors de l'assemblée générale qui suit l'élection des membres du conseil d'administration visé à l'article 3/3, § 1<sup>er</sup>, un plan d'action portant sur la durée du mandat des membres effectifs restant à couvrir au moment de son adoption. Il est d'application jusqu'à l'adoption du plan d'action de la mandature suivante.

Il vise à définir les axes de fond ainsi que les modalités de consultation et de participation des jeunes au niveau local qui guideront le travail du Conseil de la Jeunesse au long de sa mandature.

En fonction de l'actualité, le Conseil de la Jeunesse pourra adapter son plan d'action.

Le plan d'action est adopté par l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse à la majorité des 2/3 de ses membres effectifs présents au moment du vote, pour autant que le nombre de voix favorables soit supérieur à trente-deux.

Dans l'attente de l'adoption du plan d'action, les missions définies à l'article 2, 1° et 3°, du présent décret sont d'application. »

**Art. 6.** L'intitulé du chapitre II du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : « CHAPITRE II. — De la composition et du fonctionnement du Conseil de la Jeunesse ».

**Art. 7.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, l'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le Conseil de la Jeunesse est composé, dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), de membres effectifs, qui ensemble composent l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse, et de membres adhérents. ».

**Art. 8.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), le Conseil de la Jeunesse accepte comme membre adhérent, tout jeune âgé entre 16 et 30 ans qui en fait la demande et qui réside dans une des zones suivantes : la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, la province du Brabant wallon, la province du Hainaut, la province de Namur, la province du Luxembourg et la province de Liège, à l'exception des communes de la Communauté germanophone.

§ 2. Dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), il accepte également comme membre adhérent toute association (avec ou sans personnalité juridique) qui en fait la demande et qui peut démontrer un lien avec des jeunes ou la jeunesse de la Communauté française, pour autant que ce jeune ou cette association respecte les principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment dans les textes visés au § 1<sup>er</sup>, 5°, de l'article 3/6 du présent décret.

§ 3. Les membres adhérents ont le droit d'être informés par le Conseil de la Jeunesse des activités du Conseil de la Jeunesse et de prendre part librement à celles-ci, à l'exception de celles qui relèvent des prérogatives de ses organes de gestion. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/2 rédigé comme suit :

« Art. 3/2. § 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse est composée, dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), de 68 membres effectifs, dont au moins 1/3 sont représentants de chaque sexe, domiciliés dans une des zones citées à l'article 3/1 du présent décret, qui sont des jeunes (personnes physiques) avec la provenance suivante :

— 20 jeunes sont désignés par les O.J. qui adhèrent au Conseil de la Jeunesse à chaque renouvellement de son assemblée générale; les fédérations de centres de jeunes ne participent pas à ce processus;

— 12 jeunes sont désignés par les centres de jeunes à chaque renouvellement de son assemblée générale;

— 24 jeunes sont élus à partir d'une liste de candidats parrainés par un groupe local de mouvement de jeunesse, un groupe local de mouvement thématique, un service d'aide en milieu ouvert, une maison de jeunes, ou un conseil local de la jeunesse. Les modalités du parrainage sont arrêtées par le Gouvernement;

— 12 jeunes sont élus à partir d'une liste de candidats indépendants.

§ 2. Sur les 36 jeunes élus conformément au paragraphe précédent, 3° et 4° :

— au minimum 3 jeunes doivent provenir de chacune des zones visées à l'article 3/1 du présent décret;

— un seul candidat par commune pourra être désigné à l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse, à l'exception des communes comptant plus de 75 000 habitants qui pourront voir deux jeunes de leur commune désignés à l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse.

§ 3. Si, lors d'une élection, il apparaît qu'il n'est pas possible d'élire 36 jeunes répondant aux critères des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse peut être composée d'une série de jeunes élus répondant uniquement aux critères de sexe et d'indépendance ou de parrainage prévus par le paragraphe 1<sup>er</sup>.

Si malgré cet assouplissement il n'est toujours pas possible d'élire 36 jeunes, l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse peut être composée d'une série de jeunes élus ne répondant pas aux critères prévus par les paragraphes 1 et 2.

§ 4. Les désignations des membres visés au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont organisées durant la période des élections.

§ 5. L'assemblée générale se réunit au moins huit fois par an en veillant à décentraliser certaines réunions.

**Art. 10.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/3 rédigé comme suit :

« Art. 3/3. § 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale élit en son sein, à la majorité des 2/3 de ses membres effectifs présents au moment du vote, pour autant que le nombre de voix favorables soit supérieur à trente-deux, un président et deux vice-présidents (l'un devant être désignés par les représentants des OJ, un autre par les représentants des centres de jeunes, le troisième étant un des 36 jeunes élus) ainsi qu'un conseil d'administration composé, dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), de 10 à 15 membres dont au moins 1/3 sont représentants de chaque sexe, parmi lesquels les président et vice-présidents. Parmi les président et vice-présidents, les deux sexes doivent être représentés.

Outre la gestion de l'association, le conseil d'administration est chargé de préparer les ordres du jour de l'assemblée générale et de vérifier la recevabilité et la conformité des propositions d'avis et documents à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse.

§ 2. Les décisions formelles de gestion de l'assemblée générale, à l'exception de l'élection des membres du conseil d'administration, sont prises à la majorité des 2/3 de ses membres effectifs présents ou représentés au moment du vote, pour autant que 2/3 de ses membres soient présents ou représentés au moment du vote. »

§ 3. Le conseil établit son règlement d'ordre intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Ce règlement comporte, notamment, la définition des rôles des présidents et des vice-présidents, les démissions et les suppléances des jeunes élus, mais aussi des président et vice-présidents.

Après son adoption par le Conseil à la majorité des 2/3 de ses membres effectifs présents au moment du vote, pour autant que le nombre de voix favorables soit supérieur à trente-deux, il est transmis au Gouvernement pour information. »

**Art. 11.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/4 rédigé comme suit :

« Art. 3/4. Les membres effectifs sont âgés entre seize ans et trente ans au début de l'exercice de leurs mandats. Le mandataire atteint par cette limite d'âge en cours de mandat peut aller au bout de ce dernier mais ne peut en aucun cas solliciter un nouveau mandat. ».

**Art. 12.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/5 rédigé comme suit :

« Art. 3/5. § 1<sup>er</sup>. Le mandat des membres effectifs du Conseil de la Jeunesse a une durée de deux ans, renouvelable une fois. Cela concerne également les membres du Conseil élus sur base de l'arrêté royal du 28 août 1977 ou du décret du 14 novembre 2008 avant sa modification par le décret du 3 juillet 2013 modifiant le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française.

Pour les membres visés à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du présent décret, la limite du nombre de mandats porte sur les personnes physiques qui sont désignées par les O.J. ou les centres de jeunes et non sur les personnes morales.

Le Conseil de la Jeunesse organise un appel public aux candidats préalablement à la désignation et élection de ses membres effectifs qui a lieu tous les deux ans.

L'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse fixe le mode de dépôt des candidatures, de désignation et d'élection des membres effectifs, de remplacement des membres effectifs démissionnaires ou réputés tels et de renouvellement des mandats des membres effectifs et ce dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel).

Elle soumet cette procédure à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. La mandature du Conseil de la Jeunesse court du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'élection et la désignation des membres effectifs de l'assemblée générale au 31 décembre de l'année suivante.

L'élection et la désignation des membres effectifs de l'assemblée générale a lieu entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> novembre de la deuxième année de mandature.

Le Conseil de la Jeunesse organise, dans le courant du mois de novembre de la deuxième année de mandature, une information et une formation à l'attention des membres effectifs de l'assemblée générale nouvellement élus ou désignés, afin de préparer leur entrée en fonction au 1<sup>er</sup> janvier qui suit.

La première réunion de l'assemblée générale renouvelée doit se tenir avant le 15 février de l'année qui suit l'élection et la désignation de ses membres effectifs (première année de mandature) et doit avoir pour objet l'élection des nouveaux membres du conseil d'administration, conformément à l'article 3/3 du présent décret.

La deuxième réunion de l'assemblée générale doit se tenir avant le 15 mars de la première année de mandature et doit avoir pour objet l'adoption du plan d'action. ».

**Art. 13.** Dans le chapitre II du même décret, dont l'intitulé est modifié par l'article 6, il est inséré un article 3/6 rédigé comme suit :

« Art. 3/6. § 1<sup>er</sup>. La qualité de membre effectif est incompatible avec les fonctions suivantes :

— membre du personnel d'un cabinet de Gouvernement régional, communautaire, fédéral ou européen, membre d'une des assemblées législatives régionales, communautaires, fédérales ou européenne, attaché parlementaire d'une de ces assemblées, bourgmestre, président de C.P.A.S., échevin ou conseiller communal;

— membre du personnel du Service de la Jeunesse du Ministère de la Communauté française, de l'Observatoire des politiques culturelles ou de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;

— membre du conseil d'administration d'un organisme d'intérêt public;

— membre du personnel d'un parti politique;

— membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Constitution, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

§ 2. La qualité de membre effectif tel que visé à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du présent décret est incompatible avec une fonction qui découle d'un contrat de travail au sein d'une association agréée par la Communauté française en vertu des décrets précités du 26 mars 2009 ou du 20 juillet 2000 ou avec un mandat dans un organe de gestion d'une telle association.

§ 3. Est réputé démissionnaire sur décision du Conseil de la Jeunesse, le membre effectif :

— qui contrevient, à n'importe quel moment de son mandat, à l'une des incompatibilités identifiées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article;

— qui quitte toute forme d'affiliation à l'O.J. ou au C.J qui a présenté sa candidature à l'assemblée générale, conformément à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du présent décret;

— qui siège sur la base de l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du présent décret si l'O.J ayant présenté sa candidature à l'assemblée générale s'est vue retirer son agrément au terme de la procédure prévue à la section IV du décret précité du 26 mars 2009;

— qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Constitution, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale. ».

**Art. 14.** Après l'article 3/6 du même décret, inséré par l'article 13, il est inséré un chapitre III intitulé comme suit : « CHAPITRE III. — Remise d'avis par le Conseil de la Jeunesse ».

**Art. 15.** Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 14, l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil de la Jeunesse émet des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, du Parlement de la Communauté française ou de l'un de leurs membres sur les matières qui concernent la jeunesse.

§ 2. Le Conseil de la Jeunesse peut également rendre d'initiative des avis à d'autres autorités.

§ 3. Le Gouvernement, le Parlement de la Communauté française ou l'un de leurs membres sollicite l'avis du Conseil de la Jeunesse en tant qu'instance consultative sur les avant-projets de décret et avant-projets d'arrêté traitant des matières qui concernent la jeunesse, à l'exception des questions rentrant dans les attributions exclusives de la C.C.O.J et de la C.C.M.C.J.

§ 4. Sans préjudice de ce qui précède, le Conseil de la Jeunesse peut aussi émettre d'initiative des avis sur des dispositions prises au niveau local, régional, fédéral, européen ou international sur des matières concernant la jeunesse.

§ 5. Dans chaque avis remis, le Conseil de la Jeunesse veille à indiquer la méthodologie et la démarche participative retenues en vue de son élaboration. ».

**Art. 16.** Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 14, l'article 5 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les commissions ou groupes de travail préparent les propositions d'avis.

Les avis sont adoptés par l'assemblée générale, à la majorité de 2/3 de ses membres effectifs présents au moment du vote, pour autant que le nombre de voix favorables soit supérieur à la moitié du nombre de membres effectifs.

Sans préjudice de ce qui précède, le conseil d'administration du Conseil de la Jeunesse peut remettre, d'initiative ou sur demande d'un ministre et dans des cas urgents, des avis, sous réserve que ceux-ci soient validés dans le mois par l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse.

§ 2. Les avis du Conseil de la Jeunesse ne sont pas contraignants. Toutefois, en cas de sollicitation de l'avis du Conseil de la Jeunesse par un Ministre, celui-ci doit justifier par écrit, dans les 60 jours de la réception de l'avis, les raisons de l'éventuelle non prise en compte de ce dernier.

§ 3. Une note de minorité peut être jointe aux avis du Conseil de la Jeunesse, que ces avis soient rendus d'initiative ou sur demande. Le dépôt d'une telle note est organisé par les statuts du Conseil de la Jeunesse.

§ 4. Les avis du Conseil de la Jeunesse doivent être rendus dans un délai de 90 jours après réception de la demande d'avis. Ce délai peut être raccourci en cas d'urgence et moyennant due motivation mais sans pouvoir être inférieur à 30 jours ouvrables. Si l'avis n'est pas rendu à l'expiration du délai, il n'en sera pas tenu compte.

§ 5. Tous les avis du Conseil de la Jeunesse sont publics et sont diffusés à l'attention de tous les membres effectifs et adhérents. ».

**Art. 17.** Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 14, l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

— les mots « et de garantir la légitimité de sa prise de position » sont ajoutés après les mots « En vue d'accomplir sa mission consultative »;

— au 3<sup>o</sup> les mots « , d'agoras ou de caucus » sont supprimés;

— il est inséré un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> Veiller à relayer régulièrement vers les jeunes les résultats des consultations et des avis. ».

**Art. 18.** Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 14, l'article 7 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le Conseil de la Jeunesse doit tenir compte, lors de la remise d'avis, des réflexions et des propositions émanant des forums, groupes de travail ou commissions. ».

**Art. 19.** Le chapitre III du même décret, situé après l'article 7 de ce décret et intitulé « De la composition et du fonctionnement du Conseil de la Jeunesse » est supprimé.

**Art. 20.** L'article 8 du même décret est supprimé.

**Art. 21.** L'article 9 du même décret est supprimé.

**Art. 22.** Dans le chapitre IV du même décret, l'article 10 ancien, devenant l'article 8, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. En vue de rencontrer ses missions, le Conseil de la Jeunesse instaure en son sein, dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), des commissions et des groupes de travail en lien avec son plan d'action auxquels peuvent participer les membres adhérents (personnes physiques ou personnes morales représentées par des personnes physiques de moins de 30 ans) et effectifs.



§ 2. Trois commissions sont permanentes :

— la commission « citoyenneté et participation des jeunes », chargée d'encourager la prise de parole des jeunes dans l'espace public ainsi que l'expression créative de leurs visions et perceptions, de faciliter la prise de conscience des problèmes collectifs et l'engagement des jeunes dans des initiatives solidaires, de soutenir la participation des jeunes à l'agenda politique, d'encourager leur engagement politique et le développement d'actions en lien avec l'intérêt général; cette commission poursuivra particulièrement l'objectif de mise en place, de suivi et d'évaluation de la dynamique de participation et de citoyenneté au plan local, ainsi que l'articulation entre le niveau local et le niveau communautaire;

— la commission « relations intra-belges », chargée de la collaboration entre le Conseil de la Jeunesse et les conseils de la jeunesse des deux autres communautés linguistiques du pays en vue de construire des positions communes à l'attention des niveaux de pouvoir régionaux wallon et bruxellois et du niveau de pouvoir fédéral;

— la « commission internationale », chargée, notamment, de la répartition et de l'évaluation des mandats internationaux.

§ 3. Le Conseil de la Jeunesse peut également créer des groupes de travail à la demande d'au moins 1/3 de ses membres effectifs ou de 25 de ses membres adhérents. Les groupes de travail peuvent être ouverts à tout jeune de la Communauté française.

§ 4. En vue de rencontrer ses missions, le Conseil de la Jeunesse organise, sur base du plan d'action adopté, des forums ouverts à tous les jeunes de la Communauté française. Ces forums ont lieu sur l'ensemble des zones citées à l'article 3/1 du présent décret et s'organisent en collaboration ou en concertation avec les structures de parrainage visées à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du présent décret.

§ 5. Sans préjudice des missions visées à l'article 2 du présent décret, l'assemblée générale définit les moyens et méthodes appropriés pour organiser les actions et les réflexions menées au sein des forums, des groupes de travail et des commissions ainsi que la manière dont celles-ci sont rendues publiques.

**Art. 23.** Dans le chapitre V du même décret, l'article 11 ancien, devenant l'article 9, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Dans les limites des crédits budgétaires et dans le respect des articles 10, alinéa 1<sup>er</sup>, et 11, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), le Gouvernement octroie au Conseil de la Jeunesse les moyens suivants :

— trois détachés pédagogiques, dans le respect des dispositions prévues en vertu de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant;

— une subvention annuelle forfaitaire de 150.000 € indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation;

— une subvention forfaitaire de 24.000 € par mandature, indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation, attribuée en vue du soutien complémentaire à la formation des membres effectifs du Conseil de la Jeunesse. Cette subvention est octroyée sur la base d'un dossier de demande préalablement introduit et accepté par le Service de la jeunesse de la Communauté française. Elle est liquidée en deux tranches égales, la première l'année de dépôt du dossier susmentionné et la seconde, l'année suivante sur acceptation du dossier d'évaluation. Le Gouvernement détermine les modalités de dépôt de ces dossiers de demande et d'évaluation. Le Conseil de la Jeunesse ne peut bénéficier de cette subvention forfaitaire s'il bénéficie déjà de subventions facultatives octroyées dans le cadre de la politique de soutien à la formation des cadres socioculturels;

— une subvention forfaitaire de 24.000 € par mandature, indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation, attribuée en vue du soutien complémentaire à l'organisation des élections du Conseil de la Jeunesse. Cette subvention est octroyée sur la base d'un dossier de demande préalablement introduit et accepté par le Service de la jeunesse de la Communauté française. Elle est liquidée en deux tranches égales, la première l'année de dépôt du dossier susmentionné et la seconde, l'année suivante sur acceptation du dossier d'évaluation. Le Gouvernement détermine les modalités de dépôt de ces dossiers de demande et d'évaluation;

— à minima, une aide logistique, administrative, d'infrastructure et d'hébergement suffisante en vue de réaliser ses missions et dont la nature est précisée par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de versement ainsi que de remboursement des subventions conformément aux articles 55 à 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat. ».

**Art. 24.** Dans le chapitre V du même décret, il est inséré un article 10 rédigé comme suit :

« Art. 10. Les subventions prévues par l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du présent décret sont adaptées aux variations de l'indice santé des prix à la consommation (ci-après « IS ») en multipliant ce montant par un taux d'adaptation calculé selon la formule : « IS déterminé par le Gouvernement pour l'année budgétaire concernée divisé par IS de décembre 2008 ». »

**Art. 25.** Dans le chapitre V du même décret, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

« Art. 11. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles sont octroyés aux membres effectifs du Conseil de la Jeunesse des jetons de présence et des indemnités de parcours et de séjour. ».

**Art. 26.** Dans le chapitre VI du même décret, l'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art.12. § 1<sup>er</sup>. 1<sup>o</sup> L'évaluation externe du présent décret est confiée à l'observatoire des politiques culturelles et à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse.

2<sup>o</sup> L'évaluation visée au 1<sup>o</sup> est, notamment, fondée sur une évaluation interne du Conseil de la Jeunesse, à laquelle sont associées toutes ses composantes, et intégrant l'avis de la C.C.O.J. ainsi que de la C.C.M.C.J.

Cette évaluation interne porte au minimum sur les éléments suivants :

— la capacité du Conseil à produire des avis sur les matières qui concernent les jeunes;

— la capacité du Conseil à mener et promouvoir des initiatives de participation citoyenne des jeunes qui contribuent à l'élaboration des avis qu'il prend;

— la capacité à mettre en œuvre son plan d'action;

— la capacité à influencer au sein des instances dans lesquelles il est représenté.

3° La Commission « citoyenneté et participation » transmet à l'assemblée générale, en prévision de l'évaluation interne décrite à l'alinéa 2°, une note intitulée « Etat de la participation des jeunes en Communauté française » dans laquelle la commission propose un état des lieux de la participation des jeunes aux décisions qui les concernent, d'une part, et des modes émergents de citoyenneté des jeunes, d'autre part.

§ 2. L'évaluation externe est réalisée tous les cinq ans, conformément au § 1<sup>er</sup>, et est transmise au Gouvernement à titre d'information. La première évaluation externe doit être réalisée pour le 31 décembre 2017, afin de procéder aux adaptations éventuelles du cadre du Conseil de la Jeunesse, tant pour sa composition que pour ses missions.

§ 3. Le Conseil de la Jeunesse remet chaque année, pour le 31 juillet de l'année suivante au plus tard, ses comptes annuels au Gouvernement, selon le format prévu par la loi ainsi qu'un rapport public de ses activités.

§ 4. En cas de non-respect du présent décret, le Gouvernement peut selon les modalités qu'il détermine, suspendre ou supprimer les subventions visées à l'article 9 du présent décret.

Lorsque les Services du Gouvernement constatent que les conditions d'octroi des subventions ne sont pas remplies, ils informent préalablement et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Conseil de la Jeunesse des griefs relevés.

Le Conseil de la Jeunesse peut communiquer ses objections dans un délai et selon les modalités définis par le Gouvernement.

Les Services du Gouvernement communiquent au Conseil de la Jeunesse, selon les modalités définies par le Gouvernement, leur proposition de décision.

Le Conseil de la Jeunesse dispose, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un droit de recours auprès de celui-ci par rapport à la décision ministérielle. ».

**Art. 27.** L'article 14 du même décret est supprimé.

**Art. 28.** Dans le chapitre VII du même décret, il est inséré un article 14/1, rédigé comme suit :

« Art. 14/1. L'article 40, alinéa 2, du décret précité du 26 mars 2009 est complété par les termes suivants : « Pendant la deuxième année de mandature du Conseil de la Jeunesse, cette réunion doit être organisée entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> novembre avec notamment pour mission de désigner les 20 jeunes parmi les O.J. qui sont membres adhérents du Conseil de la Jeunesse conformément aux articles 3/1 et 3/2, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française, tel que modifié par le décret du 3 juillet 2013 modifiant le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française ». »

**Art. 29.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/1, il est inséré un article 14/2 rédigé comme suit :

« Art. 14/2. L'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a), du décret de la Communauté française du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations est remplacé par ce qui suit :

« a) deux représentants de la commission consultative des organisations de jeunesse et un représentant du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française; ». »

**Art. 30.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/2, il est inséré un article 14/3 rédigé comme suit :

« Art. 14/3. L'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire est modifié comme suit :

« 8° un(e) représentant(e) désigné(e) par la commission consultative des organisations de jeunesse; ». ».

**Art. 31.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/3, il est inséré un article 14/4 rédigé comme suit :

« Art. 14/4. L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret de la Communauté française du 6 juillet 2007 créant le Bureau international Jeunesse au sein du Commissariat général aux Relations internationales est remplacé par ce qui suit :

« 2° deux représentants du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française; ». »

**Art. 32.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/4, il est inséré un article 14/5 rédigé comme suit :

« Art. 14/5. L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4°, du décret de la Communauté française du 6 juillet 2007 créant le Bureau international Jeunesse au sein du Commissariat général aux Relations internationales est remplacé par ce qui suit :

« 4° deux représentants du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française; ». »

**Art. 33.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/5, il est inséré un article 14/6 rédigé comme suit :

« Art. 14/6. L'article 8, § 2, o), du décret de la Communauté française du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« o) un représentant du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française désigné sur proposition de celui-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias; ». »

**Art. 34.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/6, il est inséré un article 14/7 rédigé comme suit :

« Art. 14/7. L'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs est remplacé par ce qui suit :

« 3° un représentant des organisations de jeunesse, proposé par la commission consultative des organisations de jeunesse; ». »

**Art. 35.** Dans le chapitre VII du même décret, après le nouvel article 14/7, il est inséré un article 14/8 rédigé comme suit :

« Art. 14/8. § 1<sup>er</sup>. Nonobstant l'entrée en vigueur du décret du 4 juillet 2013 modifiant le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française, le Conseil de la Jeunesse instauré et composé en vertu du décret du 14 novembre 2008 précité continue de fonctionner jusqu'au 31 décembre 2013.

Il est chargé, avec le soutien de la C.C.O.J. et de la C.C.M.C.J. :

— de veiller à la mise en conformité des statuts de l'association visée à l'article 2 du présent décret du 14 novembre 2008 précité;

— d'organiser, avec le soutien de la C.C.O.J. et de la C.C.M.C.J, les premières élections des membres effectifs de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse organisées conformément au décret modifiant le décret du 14 novembre 2008 précité, lesquelles doivent avoir lieu en octobre 2013. »

« § 2. Par dérogation à l'article 3/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 du présent décret, les modalités et le règlement de la première élection des membres effectifs de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse sont arrêtés par le gouvernement. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—————  
Note

(1) *Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 491-1. — Amendements en commission, n° 491-2. — Rapport, n° 491-3. — Amendements en séances, n° 491-4.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 3 juillet 2013.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29456]

#### 4 JULI 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het opschrift van hoofdstuk I van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap wordt vervangen door het volgende opschrift : « Definities ».

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in 4°, worden de woorden « bij artikel 10quater van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2004 » vervangen door de woorden « bij artikel 37 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties »;

— in 5°, worden de woorden « , gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004 », geschrapt;

— 6° wordt vervangen als volgt : « 6° « J.O. » : jeugdorganisatie in de zin van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties »;

— 7° wordt vervangen als volgt : « 7° dienst voor hulpverlening in open milieu » : de diensten erkend op grond van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu »;

— 8° wordt vervangen als volgt : « 8° lokale jeugdbewegingsgroep » : groep bedoeld bij artikel 2, 14°, van het voormelde decreet van 26 maart 2009 »;

— 9° wordt vervangen als volgt : « 9° lokale thematische bewegingsgroep » : groep bedoeld bij artikel 2, 13° van het voormelde decreet van 26 maart 2009, inzonderheid georganiseerd op het niveau van een wijk of een gemeente; »;

— 10° wordt vervangen als volgt : « 10° « Jeugdhuis » : vereniging erkend door de Franse Gemeenschap krachtens het voormelde decreet van 20 juli 2000, en beantwoordend aan de bijzondere voorwaarden bedoeld bij artikel 3 van dat decreet; »;

— 11° wordt vervangen als volgt : « 11° jeugdcentra » : de verenigingen erkend door de Franse Gemeenschap krachtens het voormelde decreet van 20 juli 2000; »;

— 12° wordt vervangen als volgt : « 12° lokale jeugdraad » : jongerenvergadering, op lokaal niveau erkend door de gemeenteoverheid, die de volgende opdrachten heeft : adviezen uitbrengen over het jeugdbeleid op lokaal niveau, voorstellen doen en jeugdacties op lokaal niveau voeren; »;

— er wordt een 13° ingevoegd, luidend als volgt : « 13° forum » : gedecentraliseerde activiteit die tot doel heeft jongeren dicht bij hun leefomgeving te laten deelnemen aan het ontwikkelen van een gezamenlijke actie over een onderwerp dat ze aangaat; »;

— er wordt een 14° ingevoegd, luidend als volgt : « 14° werkgroep » : thematische bezinningsgroep, die tot doel heeft jongeren de mogelijkheid te verschaffen om zich tot de Jeugdraad te richten en hem ideeën, verslagen of documenten mee te delen over aangelegenheden die betrekking hebben op de jeugd;

— er wordt een 15° ingevoegd, luidend als volgt : « 15° « commissie » : bezinningsgroep, opgericht op grond van een actieplan of van dit decreet, die tot doel heeft jongeren de mogelijkheid te verschaffen om zich tot de Jeugdraad te richten en hem ideeën, verslagen of documenten mee te delen over aangelegenheden die betrekking hebben op de jeugd;

— er wordt een 16° ingevoegd, luidend als volgt : « 16° « actieplan » : plan dat door de algemene vergadering van de Jeugdraad wordt goedgekeurd en dat tot doel heeft de richtlijnen te bepalen waarnaar de werkzaamheden van de Jeugdraad zich zullen moeten richten; »;

— er wordt een 17° ingevoegd, luidend als volgt : « 17° « pedagogisch team » : het geheel van de personen die een arbeidsovereenkomst hebben gesloten of die een pedagogische detachering genieten binnen de vzw Jeugdraad en die als opdracht hebben de activiteit van de instanties van die Raad te begeleiden en te ondersteunen en bij te dragen tot de voorbereiding, de toepassing en de evaluatie van het actieplan van die Raad; »;

— er wordt een 18° ingevoegd, luidend als volgt : « 18° « de diensten van de Regering » zijn : de Jeugddienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie en de Algemene Dienst Inspectie van Cultuur van de Franse Gemeenschap; ».

**Art. 3.** Tussen artikel 1 en artikel 2 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, waarvan het opschrift luidt : « Opdrachten van de Jeugdraad ».

**Art. 4.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Er wordt een Jeugdraad opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, hierna « de wet van 27 juni 1921 » genoemd, waarvan de statuten de bepalingen bedoeld in de artikelen 3 tot 3/6 van dit decreet in acht nemen.

De vereniging bedoeld in het eerste lid zal de volgende opdrachten moeten vervullen :

— adviezen uitbrengen, overeenkomstig de artikelen 4 tot 7 van dit decreet, over de aangelegenheden die op de jeugdsector betrekking hebben;

— initiatieven voor de burgerdeelneming van jongeren voeren en bevorderen om bij te dragen tot een collectief standpunt dat representatief is voor het geheel van de jongeren in de Franse Gemeenschap, rekening houdend met hun diversiteit;

— de jongeren van de Franse Gemeenschap bij vergaderingen op nationaal en internationaal niveau, met uitzondering van sectoraangelegenheden die uitsluitend aan de Adviescommissie van de jeugdorganisaties en aan de Adviescommissie voor de Jeugthuizen en -centra toegewezen zijn. ».

**Art. 5.** In hoofdstuk I/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3 van dit decreet, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/1. Voor de uitoefening van zijn opdrachten bepaald in artikel 2, 1° en 2°, van dit decreet, keurt de Jeugdraad, op de algemene vergadering volgend op de verkiezing van de leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel 3/3, § 1, een actieplan goed dat loopt over de duur van het mandaat van de werkende leden die op het ogenblik van de goedkeuring ervan nog moet worden gepresteerd. Het is van toepassing totdat het actieplan van de volgende mandaatperiode wordt goedgekeurd.

Het heeft tot doel de richtlijnen alsook de nadere regels voor de raadpleging en de deelneming van jongeren op lokaal niveau te bepalen waarop de activiteit van de Jeugdraad tijdens de mandaatperiode zal steunen.

Naar gelang van de actualiteit zal de Jeugdraad zijn actieplan kunnen aanpassen.

Het actieplan wordt door de algemene vergadering van de Jeugdraad goedgekeurd met een tweederdemeerderheid van de werkende leden die aanwezig zijn bij de stemming, voor zover het aantal gunstige stemmen hoger is dan tweëëndertig.

In afwachting van de goedkeuring van het actieplan, zijn de opdrachten bepaald in artikel 2, 1° en 3°, van dit decreet van toepassing. ».

**Art. 6.** Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : « HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking van de Jeugdraad ».

**Art. 7.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt artikel 3 van hetzelfde decreet vervangen als volgt :

« Art. 3. De Jeugdraad is samengesteld, met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), uit werkende leden, die samen de algemene vergadering van de Jeugdraad uitmaken, en uit toetredende leden. ».

**Art. 8.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/1. Met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), laat de Jeugdraad als toetredend lid elke jongere toe die tussen 16 en 30 jaar oud is, die dit aanvraagt en die in één van de volgende zones verblijft : het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de provincie Waals-Brabant, de provincie Henegouwen, de provincie Namen, de provincie Luxemburg en de provincie Luik, met uitzondering van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), laat hij eveneens als toetredend lid elke vereniging (met of zonder rechtspersoonlijkheid) toe die dit aanvraagt en die kan aantonen dat ze een band heeft met jongeren of de jeugd van



de Franse Gemeenschap, voor zover die jongere of die vereniging de beginselen van de democratie in acht neemt, zoals die inzonderheid bepaald zijn in de teksten bedoeld in § 1, 5°, van artikel 3/6 van dit decreet.

§ 3. De toetredende leden hebben het recht door de Jeugdraad op de hoogte te worden gebracht van de activiteiten van de Jeugdraad en aan deze vrij deel te nemen, met uitzondering van deze die ressorteren onder de prerogatieven van zijn beheersorganen. ».

**Art. 9.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/2. § 1. Met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), wordt de algemene vergadering van de Jeugdraad samengesteld uit 68 werkende leden, onder wie ten minste 1/3e elk geslacht vertegenwoordigt, die hun woonplaats hebben in één van de zones vermeld in artikel 3/1 van dit decreet, die jongeren zijn (natuurlijke personen) en die de volgende afkomst hebben :

— 20 jongeren worden voorgedragen door de jeugdorganisaties die tot de Jeugdraad toetreden bij elke vernieuwing van zijn algemene vergadering; de federaties van jeugdcentra nemen geen deel aan dat proces;

— 12 jongeren worden door de jeugdcentra voorgedragen bij elke vernieuwing van zijn algemene vergadering;

— 24 jongeren worden gekozen uit een lijst van kandidaten die worden begeleid door een lokale jeugdbewegingsgroep, een lokale thematische bewegingsgroep, een dienst voor hulpverlening in open milieu, een jeugdhuis, of een lokale jeugdraad. De nadere regels voor die begeleiding worden door de Regering vastgelegd;

— 12 jongeren worden gekozen uit een lijst van onafhankelijke kandidaten.

§ 2. Op de 36 jongeren die overeenkomstig de vorige paragraaf, 3° en 4° gekozen zijn :

— moeten ten minste 3 jongeren afkomstig zijn uit elk van de zones bedoeld in artikel 3/1 van dit decreet;

— kan enkel één kandidaat per gemeente aangesteld worden bij de algemene vergadering van de Jeugdraad, met uitzondering van de gemeenten die meer dan 75 000 inwoners tellen, waarvan twee jongeren van hun gemeente kunnen worden aangesteld bij de algemene vergadering van de Jeugdraad.

§ 3. Als bij een verkiezing blijkt dat het niet mogelijk is om 36 jongeren te kiezen die aan de criteria van de paragrafen 1 en 2 voldoen, kan de algemene vergadering van de Jeugdraad met een reeks jonge verkozenen samengesteld zijn die uitsluitend aan de criteria geslacht, onafhankelijkheid of begeleiding bedoeld bij paragraaf 1 voldoen.

Als het ondanks die versoepeling nog altijd niet mogelijk is om 36 jongeren te kiezen, kan de algemene vergadering van de Jeugdraad samengesteld zijn met een reeks jonge verkozenen die niet aan de criteria bedoeld bij de paragrafen 1 en 2 voldoen.

§ 4. De aanstelling van de leden bedoeld in § 1, 1° en 2°, geschiedt gedurende de verkiezingsperiode.

§ 5. De algemene vergadering komt minstens acht keer per jaar bijeen en zorgt voor de decentralisatie van sommige vergaderingen.

**Art. 10.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt een artikel 3/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/3. § 1. De algemene vergadering kiest uit haar leden, met een tweederdemeerderheid van de werkende leden die bij de stemming aanwezig zijn, voor zover het aantal gunstige stemmen hoger ligt dan tweënderdertig, een voorzitter en twee ondervoorzitters (waarvan één door de vertegenwoordigers van de jeugdorganisaties en een andere door de vertegenwoordigers van de jeugdcentra moeten worden aangesteld, waarbij de derde één van de 36 jonge verkozenen moet zijn) alsook een raad van bestuur die met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet) samengesteld is uit 10 tot 15 leden, waarvan ten minste 1/3e vertegenwoordigers van elk geslacht is, onder wie de voorzitter en de ondervoorzitters. Onder de voorzitter en ondervoorzitters, moeten beide geslachten worden vertegenwoordigd.

Naast het beheer van de vereniging, wordt de raad van bestuur belast met het voorbereiden van de agenda's van de algemene vergadering en met het controleren van de ontvankelijkheid en de conformiteit van de adviesvoorstellen en documenten die de algemene vergadering van de Jeugdraad ter goedkeuring worden voorgelegd.

§ 2. De uitdrukkelijke beheersbeslissingen, met uitzondering van de verkiezing van de leden van de raad van bestuur, worden genomen met de tweederdemeerderheid van zijn werkende leden die bij de stemming aanwezig of vertegenwoordigd zijn, voor zover 2/3e van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is bij de stemming.

§ 3. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast binnen de zes maanden volgend op de installatie ervan.

Dat reglement bepaalt, inzonderheid, de rollen van de voorzitter en ondervoorzitters, de ontslagregeling en de regeling voor de vervanging van de jonge verkozenen, maar ook van de voorzitter en ondervoorzitters.

Nadat het door de Raad werd goedgekeurd met een tweederdemeerderheid van zijn aanwezige leden die bij de stemming aanwezig zijn, voor zover het aantal gunstige stemmen hoger ligt dan tweënderdertig, wordt het de Regering voor informatie meegedeeld. ».

**Art. 11.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt een artikel 3/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/4. De werkende leden moeten tussen zestien en dertig jaar oud zijn bij het begin van de uitoefening van hun mandaat. De mandaathouder die gedurende dat mandaat deze leeftijdsgrens heeft bereikt, kan dat mandaat voleindigen, maar kan geenszins naar een nieuw mandaat solliciteren. ».

**Art. 12.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 wordt gewijzigd, wordt een artikel 3/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/5. § 1. Het mandaat van de werkende leden van de Jeugdraad duurt twee jaar en is één keer hernieuwbaar. Dit betreft ook de leden van de Raad die verkozen worden op basis van het koninklijk besluit van 28 augustus 1977 of het decreet van 14 november 2008 vóór de wijziging ervan bij het decreet van 3 juli 2013 tot wijziging van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap.

Voor de leden bedoeld in artikel 3/2, § 1, 1° en 2° van dit decreet heeft de beperking van het aantal mandaten betrekking op de natuurlijke personen die door jeugdorganisaties of jeugdcentra aangesteld worden en niet op de rechtspersonen.

De Jeugdraad organiseert een openbare oproep tot kandidaten voorafgaandelijk aan de aanstelling en de verkiezing van zijn werkende leden die om de twee jaar plaatsvindt.

De algemene vergadering van de Jeugdraad bepaalt de wijze voor de indiening van kandidaturen, de aanstelling en de verkiezing van de werkende leden, de vervanging van de werkende leden die aftredend zijn of die als zodanig geacht worden en de hernieuwing van de mandaten van de werkende leden en dit, met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet).

Ze legt deze procedure de Regering ter goedkeuring voor.

§ 2. Het mandaat van de Jeugdraad loopt vanaf 1 januari van het jaar volgend op de verkiezing en de aanstelling van de werkende leden van de algemene vergadering op 31 december van het jaar daarop.

De verkiezing en de aanstelling van de werkende leden van de algemene vergadering vindt plaats tussen 1 oktober en 1 november van het tweede jaar van het mandaat.

De Jeugdraad organiseert in de loop van de maand november van het tweede jaar van het mandaat een informatie en een opleiding voor de werkende leden van de algemene vergadering die nieuw verkozen of aangesteld worden om hun indiensttreding op 1 januari daarop volgend voor te bereiden.

De eerste vergadering van de hernieuwde algemene vergadering moet vóór 15 februari van het jaar plaatsvinden volgend op de verkiezing en de aanstelling van haar werkende leden (eerste jaar van het mandaat) en moet als doel hebben de verkiezing van nieuwe leden van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 3/3 van dit decreet.

De tweede vergadering van de algemene vergadering moet vóór 15 maart van het eerste jaar van het mandaat plaatsvinden en moet als doel hebben de aanneming van het actieplan. ».

**Art. 13.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, waarvan het opschrift door artikel 6 gewijzigd wordt, wordt een artikel 3/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/6. § 1. De hoedanigheid van werkend lid is onverenigbaar met de volgende ambten :

— personeelslid van een kabinet van de gewestelijke, gemeenschappelijke, federale of Europese regering, lid van één van de gewestelijke, gemeenschappelijke, federale of Europese wetgevende vergaderingen, parlementair attaché van één van deze vergaderingen, burgemeester, voorzitter van het O.C.M.W., schepen of gemeenteraadslid;

— personeelslid van de Jeugddienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid of het Waarnemingscentrum voor kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd;

— lid van de raad van bestuur van een instelling van openbaar nut;

— personeelslid van een politieke partij;

— lid van een instelling of een vereniging die de beginselen van de democratie niet naleeft, zoals opgenomen in de Grondwet, in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, in het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, in het decreet van het Waals Gewest van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 2. De hoedanigheid van werkend lid zoals bedoeld in artikel 3/2, § 1, 4<sup>o</sup>, van dit decreet is onverenigbaar met een ambt voortvloeiend uit een arbeidsovereenkomst binnen een vereniging die erkend wordt door de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bovenvermelde decreten van 26 maart 2009 of 20 juli 2000 of met een mandaat in een beheersorgaan van zo'n vereniging.

§ 3. Wordt geacht aftredend te zijn op beslissing van de Jeugdraad, het werkend lid :

— dat, om het even welk ogenblik van zijn mandaat, in overtreding is met één van de onverenigbaarheden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel;

— dat stopt met elke vorm van aansluiting bij de Jeugdorganisaties of bij de Jeugdraad die zijn kandidatuur aan de algemene vergadering heeft voorgesteld overeenkomstig artikel 3/2, § 1, 1<sup>o</sup> van dit decreet;

— dat zetelt op basis van artikel 3/2, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> van dit decreet indien de Jeugdorganisatie die haar kandidatuur heeft voorgesteld aan de algemene vergadering haar erkenning heeft zien intrekken na het einde van de procedure voorzien in de afdeling IV van het bovenvermelde decreet van 26 maart 2009;

— dat de beginselen van de democratie niet naleeft, zoals opgenomen in de Grondwet, in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, in het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, in het decreet van het Waals Gewest van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd ».

**Art. 14.** Na artikel 3/6 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 13, wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt : « HOOFDSTUK III. — Het uitbrengen van adviezen door de Jeugdraad ».

**Art. 15.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 14, wordt artikel 4 vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. De Jeugdraad brengt adviezen uit, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Regering, het Parlement van de Franse Gemeenschap of van één van haar leden over aangelegenheden inzake jeugd.

§ 2. De Jeugdraad kan ook op eigen initiatief adviezen uitbrengen aan andere overheden.

§ 3. De Regering, het Parlement van de Franse Gemeenschap of één van zijn leden vraagt het advies van de Jeugdraad als adviesinstantie over de voorontwerpen van decreet en voorontwerpen van besluit inzake jeugdbeleid, met uitzondering van vragen die uitsluitend tot de bevoegdheden behoren van de Adviescommissie voor jeugdorganisaties en de Adviescommissie voor jeugthuizen en -centra.

§ 4. Onverminderd wat voorafgaat kan de Jeugdraad ook op eigen initiatief adviezen uitbrengen over de bepalingen genomen op lokale, gewestelijke, federale, Europese of internationale vlakken.

§ 5. In elk uitgebrachte advies zorgt de Jeugdraad ervoor om de methodologie en de participatieaanpak te vermelden die in aanmerking worden genomen voor de uitwerking ervan. ».

**Art. 16.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 14, wordt artikel 5 vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. De commissies of werkgroepen bereiden de adviesvoorstellen voor.

De adviezen worden door de algemene vergadering aangenomen, met een tweederde meerderheid van haar werkende leden die aanwezig zijn bij de stemming voor zover het aantal gunstige stemmen hoger is dan de helft van het aantal werkende leden.

Onverminderd wat voorafgaat kan de raad van bestuur van de Jeugdraad op eigen initiatief of op aanvraag van een minister en bij dringende gevallen adviezen uitbrengen onder voorbehoud dat deze binnen de maand door de algemene vergadering van de Jeugdraad bekrachtigd worden.

§ 2. De adviezen van de Jeugdraad zijn niet dwingend. Nochtans, bij aanvraag van het advies van de Jeugdraad door een Minister, moet deze, in voorkomend geval, binnen de 60 dagen na ontvangst van het advies de redenen schriftelijk uitleggen waarom het advies niet in aanmerking wordt genomen.

§ 3. Een minderheidsnota kan gevoegd worden bij de adviezen van de Jeugdraad, of deze adviezen op eigen initiatief of op aanvraag worden uitgebracht. De indiening van zulke nota wordt door de statuten van de Jeugdraad geregeld.

§ 4. De adviezen van de Jeugdraad moeten uitgebracht worden binnen een termijn van 90 dagen na ontvangst van de aanvraag om advies. Deze termijn kan korter zijn bij dringende gevallen en mits een behoorlijke motivatie maar zonder lager te zijn dan 30 werkdagen. Indien het advies niet uitgebracht wordt na het verstrijken van deze termijn, zal er geen rekening mee worden gehouden.

§ 5. Alle adviezen van de Jeugdraad zijn openbaar en worden verspreid aan alle werkende leden en aangeslotenen. ».

**Art. 17.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 14, wordt artikel 6, eerste lid, gewijzigd als volgt :

— de woorden « en de gegrondheid van zijn standpunt waarborgen » worden toegevoegd na de woorden « Om zijn raadgevende opdracht te vervullen kan de Jeugdraad onder andere »;

— in 3° worden de woorden « agora's of caucussen » geschrapt;

— er wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° ervoor zorgen dat de resultaten van de raadplegingen en adviezen regelmatig aan de jongeren worden meegedeeld. ».

**Art. 18.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 14, wordt artikel 17 vervangen als volgt :

« Art. 7. De Jeugdraad moet rekening houden, bij het uitbrengen van adviezen, met de standpunten en de voorstellen van forums, werkgroepen en commissies. ».

**Art. 19.** Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, na artikel 7 van dit decreet en met het opschrift « Samenstelling en werking van de Jeugdraad », wordt afgeschaft.

**Art. 20.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

**Art. 21.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

**Art. 22.** In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt het vroegere artikel 10, dat artikel 8 wordt, vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 8. § 1. Om zijn opdrachten te vervullen, stelt de Jeugdraad in zijn midden, met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), commissies en werkgroepen in in verband met zijn actieplan waarin de toetredende leden (natuurlijke personen of rechtspersonen vertegenwoordigd door natuurlijke personen van minder dan 30 jaar) en werkende leden deel kunnen nemen.

§ 2. Er zijn drie vaste commissies :

— de commissie « burgerschap en deelneming van de jeugd », ermee belast bij de jongeren het in het openbaar spreken aan te moedigen alsook de creatieve uitdrukking van hun visies en percepties, de bewustwording van collectieve problemen te bevorderen en het inzetten van jongeren te behartigen voor solidaire initiatieven, de deelname van jongeren aan de beleidsagenda bij te staan en de ontwikkeling van acties in verband met het algemene belang te bevorderen; deze commissie zal inzonderheid het opzetten, de follow-up, en de evaluatie van de dynamiek inzake deelname en burgerschap op plaatselijk niveau nastreven, alsook de afstemming van het plaatselijk niveau op het gemeenschapsniveau;

— de commissie « intra-Belgische betrekkingen », belast met de samenwerking tussen de Jeugdraad en de jeugdleden van de twee andere taalgemeenschappen van het land met als doel het opbouwen van gemeenschappelijke standpunten op het niveau van de gewestelijke Waalse en Brusselse machten en op federaal niveau;

— de « internationale commissie », belast, inzonderheid, met de verdeling en de evaluatie van de internationale mandaten.

§ 3. De Jeugdraad kan tevens werkgroepen oprichten op aanvraag van minstens één derde van zijn werkende leden of van 25 van zijn toetredende leden. De werkgroepen kunnen open blijven voor elke jongere van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Om zijn opdrachten te vervullen, richt de Jeugdraad, op basis van het aangenomen actieplan, fora in die open zijn voor alle jongeren van de Franse Gemeenschap. Deze fora vinden plaats in alle zones opgesomd bij artikel 3/1 van dit decreet en worden in samenwerking of overleg met alle sponsoringstructuren georganiseerd bedoeld bij artikel 3/2, § 1, 3°, van dit decreet.

§ 5. Onverminderd de opdrachten bedoeld bij artikel 2 van dit decreet, bepaalt de algemene vergadering de middelen en methodes die aangepast zijn om de acties en bezinningswerkzaamheden geleid binnen de fora, de werkgroepen en de commissies te organiseren alsook de manier waarop deze openbaar worden gemaakt.

**Art. 23.** In hoofdstuk V van hetzelfde decreet, wordt het voormalige artikel 11, dat artikel 9 wordt, vervangen door wat volgt :

« Art. 9. Binnen de perken van de begrotingskredieten en mits inachtneming van de artikelen 10, eerste lid, en 11, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (cultuurpactwet), kent de Regering de volgende middelen aan de Jeugdraad toe :

— drie pedagogische gedetacheerden, met inachtneming van de bepalingen voortvloeiend uit de toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties;

— een forfaitaire jaarlijkse subsidie van 150.000 euro die jaarlijks geïndexeerd wordt op basis van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen;

— een forfaitaire subsidie van 24.000 euro per mandaatperiode, die jaarlijks geïndexeerd wordt op basis van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, en die toegekend wordt om aanvullende steun aan de opleiding van de werkende leden van de Jeugdraad te verlenen. Deze subsidie wordt toegekend op basis van een aanvraagdossier dat vooraf ingediend moet worden en aangenomen door de Jeugddienst van de Franse Gemeenschap. Ze wordt in twee gelijke schijven vereffend, de eerste schijf het jaar van de indiening van bovenvermeld dossier en de tweede schijf het volgende jaar na aanname van het evaluatiedossier. De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van deze aanvraag- en evaluatiedossiers. De Jeugdraad kan deze forfaitaire subsidie enkel genieten als hij niet al facultatieve subsidies geniet die in het kader van het beleid tot steun aan de opleiding van het sociaal-cultureel omkaderingspersoneel toegekend zouden worden;

— een forfaitaire subsidie van 24.000 euro per mandaatperiode, die jaarlijks geïndexeerd wordt op basis van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, en die toegekend wordt met als doel een aanvullende steun aan de organisatie van de verkiezingen van de Jeugdraad. Deze subsidie wordt toegekend op basis van een aanvraagdossier dat vooraf ingediend moet worden en aangenomen door de Jeugddienst van de Franse Gemeenschap. Ze wordt in twee gelijke schijven vereffend, de eerste schijf het jaar van de indiening van bovenvermeld dossier en de tweede schijf het volgende jaar na aanname van het evaluatiedossier. De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van deze aanvraag- en evaluatiedossiers;

— a minima, een logistieke, administratieve, infrastructurele en herbergingssteun met als doel het vervullen van de opdrachten en waarvan de aard door de Regering bepaald wordt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de storting alsook de terugbetaling van de subsidies overeenkomstig de artikelen 55 tot 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. ».

**Art. 24.** In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een artikel 10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10. De subsidies bedoeld bij artikel 9, eerste lid, 2° tot 4°, van dit decreet worden aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen (hierna « GI » door dit bedrag te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule : « GI vastgesteld door de Regering voor het betrokken begrotingsjaar gedeeld door het GI van december 2008 ». ».

**Art. 25.** In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een artikel 11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder presentiegeld en reis- en verblijfvergoedingen aan de werkende leden van de Jeugdraad worden toegekend. ».

**Art. 26.** In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt een artikel 12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12. § 1. 1° De externe evaluatie van dit decreet wordt aan het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid en aan het Waarnemingscentrum voor het Kind, de Jeugd en de Hulpverlening aan de Jeugd toevertrouwd.

2° De evaluatie bedoeld bij het punt 1° berust, onder andere, op een interne evaluatie van de Jeugdraad waarbij alle componenten ervan, met inbegrip van het advies van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties, alsook van de adviescommissie voor jeugthuizen en -centra, erbij betrokken worden.

Deze interne evaluatie heeft minimum betrekking op de volgende elementen :

- het vermogen van de Raad om adviezen uit te brengen over materies in verband met de jongeren;
- het vermogen van de Raad om initiatieven te leiden en te bevorderen tot burgerparticipatie van de jongeren die bijdragen tot het uitwerken van de adviezen die hij neemt;
- het vermogen om zijn actieplan te bewerkstelligen;
- het vermogen om invloed uit te oefenen binnen de instanties waar hij vertegenwoordigd wordt.

3° De Commissie « burgerparticipatie » zendt aan de algemene vergadering, met de interne evaluatie omschreven in het lid 2° in het oog, een nota genoemd « Staat van de jeugdparticipatie in de Franse Gemeenschap » waarin de commissie een balans voorstelt van de deelneming van jongeren aan de beslissingen die ze betreffen, enerzijds, en, van de opkomende vormen van burgerparticipatie van de jeugd, anderzijds.

§ 2. De externe evaluatie wordt om de vijf jaar verwezenlijkt, overeenkomstig § 1, en aan de Regering ter informatie overgezonden. De eerste externe evaluatie moet tegen 31 december 2017 ten laatste plaatsvinden, om de mogelijke aanpassingen te kunnen uitvoeren van de personeelsformatie van de Jeugdraad, zowel voor de samenstelling ervan als voor zijn opdrachten.

§ 3. De Jeugdraad legt, om het jaar, tegen 31 juli van het volgende jaar ten laatste, zijn jaarrekeningen aan de Regering voor volgens het formaat bepaald bij de wet alsook een openbaar verslag over zijn activiteiten.

§ 4. Indien dit decreet niet in acht wordt genomen, kan de Regering, volgens nadere regels die ze bepaalt, de subsidies bedoeld bij artikel 9 van dit decreet opschorten of afschaffen.

Wanneer de Diensten van de Regering vaststellen dat aan de voorwaarden van toekenning van de subsidies niet voldaan wordt, informeren ze, vooraf en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de Jeugdraad van de tegen hem opgeworpen verwijten.



De Jeugdraad kan zijn bezwaren meedelen binnen een termijn en volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

De Diensten van de Regering delen aan de Jeugdraad, volgens door de Regering bepaalde nadere regels, hun voorstel tot beslissing mee.

De Jeugdraad beschikt, volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels, over een recht op beroep bij deze in verband met de ministeriële beslissing. ».

**Art. 27.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

**Art. 28.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/1. Artikel 40, tweede lid, van het voornoemde decreet van 26 maart 2009 wordt aangevuld met de volgende woorden : « Gedurende het tweede jaar van de mandaatperiode van de Jeugdraad, moet deze vergadering ingericht worden tussen 1 oktober en 1 november met onder andere als opdracht de twintig jongeren aan te wijzen onder de jeugdorganisaties, die toetredende leden zullen worden van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap overeenkomstig de artikelen 3/1 en 3/2, § 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2013 houdende wijziging van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap ». ».

**Art. 29.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/1 wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/2. Artikel 22, eerste lid, 1<sup>o</sup>, a), van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties, wordt vervangen door hetgeen volgt : « a) twee vertegenwoordigers van de adviescommissie van de jeugdorganisaties en één vertegenwoordiger van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap; ». ».

**Art. 30.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/2, wordt een artikel 14/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/3. Artikel 22, eerste lid, 8<sup>o</sup>, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, wordt gewijzigd als volgt : « 8<sup>o</sup> één vertegenwoordiger aangewezen door de adviescommissie van de jeugdorganisaties; ». ».

**Art. 31.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/3, wordt een artikel 14/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/4. Artikel 5, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot oprichting van het « Bureau international Jeunesse » (Internationaal Bureau voor de Jeugd) binnen het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), wordt vervangen door hetgeen volgt : « 2<sup>o</sup> twee vertegenwoordigers van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap; ». ».

**Art. 32.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/4, wordt een artikel 14/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/5. Artikel 7, § 1, derde lid, 4<sup>o</sup>, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot oprichting van het « Bureau international Jeunesse » (Internationaal Bureau voor de Jeugd) binnen het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), wordt vervangen door hetgeen volgt : « 4<sup>o</sup> twee vertegenwoordigers van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap; ». ».

**Art. 33.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/5, wordt een artikel 14/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/6. Artikel 8, § 2, o), van het decreet van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door hetgeen volgt : « o) één vertegenwoordiger van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap aangewezen op de voordracht van deze en die een ervaring geniet in het domein van de media en de opvoeding tot de media; ». ».

**Art. 34.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/6, wordt een artikel 14/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/7. Artikel 28, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, wordt vervangen door hetgeen volgt : « 3<sup>o</sup> één vertegenwoordiger van de jeugdorganisaties, voorgedragen door de adviescommissie van de jeugdorganisaties; ». ».

**Art. 35.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, na het nieuwe artikel 14/7, wordt een artikel 14/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/8. § 1. Niettegenstaande de inwerkingtreding van het decreet van 4 juli 2013 houdende wijziging van het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap, blijft de Jeugdraad, ingesteld en samengesteld krachtens het voornoemde decreet van 14 november 2008, tot 31 december 2013 werken.

Hij wordt, met de ondersteuning van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties en de adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, ermee belast :

— te zorgen voor de overeenstemming van de statuten van de vereniging bedoeld bij artikel 2 van dit decreet met het voormelde decreet houdende wijziging van het decreet van 14 november 2008;

— met de ondersteuning van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties en de adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, de eerste verkiezing van de werkende leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad te organiseren in overeenstemming met de bepalingen terzake opgenomen in het voornoemde decreet houdende wijziging van het decreet van 14 november 2008, en die in oktober 2013 plaats moet vinden. ».

« § 2. In afwijking van artikel 3/5, § 1, vijfde lid van dit decreet, bepaalt de Regering de nadere regels voor de eerste verkiezing van de werkende leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad en het reglement ervan. ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 juli 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 491-1. — Commissieamendementen, nr. 491-2. — Verslag, nr. 491-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 491-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 juli 2013.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204348]

**11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 19, § 3, et 60;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 19 avril 2013;

Vu l'avis n° 53.386/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2013 en vertu de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance;

Considérant la Directive 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 modifiant la Directive 1999/31/CE en ce qui concerne les critères spécifiques applicables au stockage du mercure métallique considéré comme un déchet;

Considérant que les dispositions prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 ne prennent pas en compte toutes les caractéristiques spécifiques du mercure métallique, que le stockage en toute sécurité et à long terme de ces matières nécessite de prévoir des exigences supplémentaires par rapport à la réglementation existante;